

JUIN 2024

## Enquête publique relative au projet de parc éolien de Bransat et Laféline (03)

### *Contribution écrite du Département de l'Allier (1/2)*

Par rapport à ce type de projet, le Département de l'Allier a fait valoir des positions constantes et très claires à l'occasion de différentes motions successives adoptées depuis 2018.

Ces argumentations et ces positions d'ordre général s'appliquent parfaitement au projet particulier qui fait l'objet de la présente enquête publique.

La première, adoptée à l'unanimité en juin 2018, « *Pour des énergies renouvelables compatibles avec la préservation et la valorisation de nos paysages et de nos patrimoines* ».

La deuxième, adoptée à la majorité en octobre 2019, aux fins de « *Protéger les citoyens contre le développement anarchique des éoliennes* ».

Enfin, la plus récente, adoptée à l'unanimité des votants en décembre 2022, « *Demandant à l'État de prendre des mesures conservatoires, en prévention des préjudices irréversibles qu'inflige la prolifération anarchique des parcs éoliens industriels* ».

Si cette position est exprimée en responsabilité, c'est également dans le même esprit que sur ma proposition, le Département a adopté à l'unanimité des votants en décembre 2022 le rapport-cadre « *Sobriété énergétique et énergies renouvelables* », une stratégie en trois axes :

- *Un engagement responsable sur notre patrimoine bâti : la sobriété énergétique*
- *Une ambition : l'autonomie énergétique en 2035 pour le Bourbonnais*
- *Les orientations stratégiques et opérationnelles par type d'énergie renouvelable*

\*\*\*

### Enoncé de la motion adoptée le 8 décembre 2022 :

- Considérant que le Département de l'Allier confirme son attachement à une conception raisonnée et raisonnable de la transition énergétique, tel que la préfigure son rapport-cadre fixant les orientations de développement des énergies renouvelables en Allier-Bourbonnais ;
- Considérant qu'à ce titre, le Département de l'Allier entend privilégier des choix énergétiques respectueux de notre souveraineté nationale et pertinents avec les ressources de nos territoires ;
- Considérant que la prolifération anarchique des éoliennes industrielles constitue à terme un préjudice grave, réel et sérieux pour la sauvegarde de patrimoine historique, naturel et paysager ;

- Considérant que l'attractivité du Bourbonnais est un enjeu crucial pour le développement économique, social et culturel de nos territoires ;
- Considérant que notre Manifeste de l'Allier-Bourbonnais, présenté à Charroux le 22 octobre 2022, se prévaut d'une conception durable et responsable de la transition énergétique, au croisement de l'écologie, du social et de l'économie ;

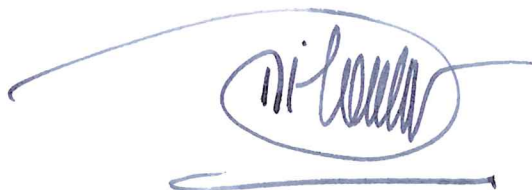
Par la présente motion, le Conseil départemental de l'Allier demande solennellement au gouvernement de poser quatre conditions préalables au développement des parcs éoliens industriels :

- Imposer le respect d'une distance des habitations égale à 10 fois la hauteur des éoliennes ;
- Exiger des collectivités territoriales impliquées l'organisation d'un referendum local, sur chaque projet d'implantation d'un parc éolien, dans les communes entrant dans le périmètre de co-visibilité des éoliennes ;
- Soumettre les porteurs de projet à l'obligation d'ouvrir, sur un compte séquestre, un fonds de garantie de valeur patrimoniale, propice à indemniser les propriétaires immobiliers confrontés à une perte de jouissance, après installation d'un parc éolien industriel ;
- Garantir, au nom de la sauvegarde de notre patrimoine naturel, le respect de notre Atlas des paysages en cours d'élaboration, en liaison avec les services de l'Etat ;
- Surseoir à statuer sur les projets en cours d'instruction, dans l'attente de l'approbation dudit Atlas des paysages.

\*\*\*

En conséquence, je suis défavorable à ce projet que j'estime inadapté, disproportionné et potentiellement très impactant au regard des caractéristiques et valeurs de nos paysages et de l'ensemble de notre patrimoine architectural qui fondent notre identité et notre attractivité.

27 JUIN 2024



Claude Riboulet  
Président du Conseil départemental de l'Allier  
Canton de Commentry

## Enquête publique relative au projet de parc éolien de Bransat et Laféline (03)

### *Contribution écrite du Département de l'Allier (2/2)*

La contribution précédente s'appuyait principalement sur les positions générales du Département de l'Allier exprimées sous la forme de motions adoptées depuis 2018, et tout particulièrement la dernière adoptée le 8 décembre 2022, positions qui trouvent une pleine résonance par rapport au présent projet.

Nourrie par l'analyse du projet, et prenant appui sur les enjeux humains, naturels, paysagers et patrimoniaux du territoire concerné, cette deuxième contribution alerte sur les impacts significatifs qui en résulteraient, malgré les mesures d'atténuation ou de compensation annoncés. Et cela, sans doute en lieu et place d'initiatives adaptées et proportionnées, fondées sur la valorisation de ressources locales dont dispose le territoire, dans une logique d'économie circulaire.

La SAS CPENR de Bransat et Laféline, société portée ABO Wind SARL, envisage la réalisation d'un parc de 4 éoliennes Vestas V150 d'une hauteur en bout de pale de 200 m (hauteur au moyeu : 125 m / Diamètre du rotor : 150 m) sur une emprise nécessitant un défrichement d'environ 15 000 m<sup>2</sup>. Le projet est complété par la mise en œuvre de 2 postes de livraison, d'un réseau d'exploitation et d'une plateforme de grutage dans un secteur de bocage et de petits bois en mosaïque avec des pâtures et des terres agricoles exploitées.

Il ressort d'emblée que la zone d'implantation retenue recèle de multiples enjeux patrimoniaux : présence de 2 ZNIEFF de type 1 désignées pour des critères patrimoniaux, notamment le Grand-Duc d'Europe, pour plusieurs chiroptères et pour les habitats aquatiques et de bocage, avifaune riche et espèces patrimoniales (14 espèces patrimoniales en nidification et 10 espèces patrimoniales en hivernage), cortège de chiroptères patrimoniaux dense, batrachofaune sensible et 2 espèces protégées d'insectes.

Compte-tenu de la nature des enjeux décrits ci-dessus dans l'état initial en termes d'habitats, d'avifaune et de chiroptères, je m'interroge tout particulièrement sur les conclusions du pétitionnaire sur la nature des impacts résiduels sur chacune de ces thématiques en phase travaux et en phase d'exploitation.

Aussi, sur le volet biodiversité et environnement, je ne suis absolument pas convaincu par les mesures d'évitement et de réduction mises en œuvre qui amène par ailleurs à l'absence totale de compensations environnementales.

Les mesures d'évitement et de réduction proposées par le pétitionnaire, peu probantes à mon sens, ne peuvent conduire aux conclusions de l'impact non significatif sur ces espèces. Cette faiblesse du dossier milite par conséquent sur la nécessité de produire un dossier plus solide avec des inventaires par ailleurs actualisés et de dérogation des espèces protégées compte tenu de l'enjeu patrimonial relatif à l'avifaune et aux chiroptères et des surfaces d'habitats impactés par la hauteur des mâts et de l'envergure potentielle des pales.

Notre analyse est corroborée par l'avis de l'Autorité environnementale qui recommande « *de compléter la séquence « éviter, réduire compenser » et les suivis d'activité post-implantation afin de*

*répondre au niveau d'enjeu fort pour le Grand-Duc d'Europe.... L'autorité environnementale recommande au pétitionnaire de proposer une variante d'implantation avec toutes les machines à plus de deux-cent mètres en bout de pale de toutes haies et boisements, ceci afin d'assurer des impacts résiduels les plus faibles possibles sur les chauves-souris. »*

Sur le plan des impacts en phase travaux, ce projet est notamment consommateur d'habitats puisqu'un défrichement de 15 000 m<sup>2</sup> sera opéré sur la base d'une analyse contestable du pétitionnaire qui qualifie l'impact de négligeable. Il en est de même sur l'analyse de l'impact résiduel d'un remblaiement du Ris de Cabrotte.

De plus, le pétitionnaire présente à ce stade des hypothèses de raccordement au réseau électrique dont les impacts potentiels ne sont pas suffisamment étudiés, ce qui à nos yeux rend le dossier d'étude d'impact incomplet et peu recevable.

La zone d'implantation éolienne prévue impacte plusieurs zones habitées dont les éloignements se situent entre 570 et 870 m.

L'analyse des impacts résiduels (paysagers et visuels) montre des incidences durables et fortes sur plus de 10 hameaux de 4 communes distinctes et sur des éléments de patrimoine historique ou paysager.

Quelles conclusions ont-elles été tirées de ce constat en termes d'alternatives crédibles ?

Note collectivité milite pour des reculs d'installation correspondant à 10 fois la hauteur totale des mâts et rotors. De par l'échelle imposante des éoliennes, ces dernières modifieront d'une façon irréversible la perception des espaces et des paysages qui sont des écrins patrimoniaux et des biens non renouvelables.

Sur la question des impacts vis-à-vis des riverains, nous considérons comme réductrice une analyse qui se fonde essentiellement sous l'angle des enjeux acoustiques. Des « mesurètes » en guise d'accompagnement par des plantations bocagères aux riverains ne sauraient compenser un impact durable.

L'objectif de qualité paysagère est à apprécier au regard d'un enjeu de développement durable qui, par ses proportions et son rapport d'échelle avec le cadre bâti environnant (les éoliennes en mouvement et clignotantes), viendra modifier complètement et durablement la physionomie des cônes de vues et des paysages.

Je constate, à l'instar des autres projets éoliens du secteur (Deux-Chaises/Le Theil) que les pétitionnaires évaluent les atteintes aux bâtis, attraits touristiques, monuments historiques ou sites d'exception en se cantonnant à de simples démonstrations par photomontages effectués à partir de prise de vues réalisées derrière un bâtiment, une haie ou un arbre ou depuis un centre de village, mais malheureusement sans estimer le porter atteinte aux paysages qui forment l'écrin de ce patrimoine qui se caractérise le plus souvent par une inscription particulièrement soignée dans le paysage naturel.

Sans remettre en cause l'évolution du dossier et la volonté du pétitionnaire d'abandonner deux éoliennes par rapport au projet initial, nous confirmons néanmoins que sur la base des enjeux décrits ci-dessus, le dossier est discrédité par une analyse ERC globale amenant à des impacts résiduels volontairement minorés (avifaune, chiroptères) ou forts (sur le plan humain et paysager) sans aucune proposition de mesures compensatoires.

**En conclusion :**

Nous estimons que ce type de projet porte atteinte directement ou indirectement à la qualité du cadre de vie, des paysages et des monuments patrimoniaux, mais également aux milieux naturels remarquables de ce territoire et aux espèces inféodées (avifaune et chiroptères notamment).

Ces réflexions et ces éléments d'argumentation viennent confirmer et préciser la position qui est la mienne. J'estime que ce projet est inadapté, disproportionné et potentiellement très impactant au regard des caractéristiques et valeurs de nos paysages et de l'ensemble de nos richesses patrimoniales, qu'elles soient naturelles ou bâties, valeurs qui fondent notre identité et notre attractivité.

Je suis donc défavorable à ce projet.

27 JUIN 2024



Claude Riboulet  
Président du Conseil départemental de l'Allier  
Canton de Commentry

